

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plerin, le 14/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GALVA INDUSTRIES (STE)

ZI Très le Bois
22600 Loudéac

Références : 2025.081
Code AIOT : 0005500155

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2025 dans l'établissement GALVA INDUSTRIES (STE) implanté ZI Très le Bois 22600 Loudéac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a été organisée suite au signalement par l'exploitant, le mardi 25 février 2025, d'une fuite d'un volume de 5 à 10 m³ d'un bain d'acide chlorhydrique, dilué à 5%, stocké temporairement dans une fosse tampon.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GALVA INDUSTRIES (STE)
- ZI Très le Bois 22600 Loudéac

- Code AIOT : 0005500155
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GALVA INDUSTRIES exploite dans la zone industrielle de *Très le Bois*, 1 rue d'Arsonval, à Loudéac, un établissement spécialisé dans la galvanisation à chaud de métaux. L'exploitation du site, soumis à autorisation au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement, est encadrée par un arrêté préfectoral du 7 février 2013.

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 1 | Conditions de stockage des produits | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6 > II. | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 2 | Cuves et chaînes de traitement | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6 > I | Demande d'action corrective | 6 mois |
| 3 | Nature et et risques des substances | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 11 | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 4 | CONSIGNES D'EXPLOITATION | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 13 > I. | Demande d'action corrective | 6 mois |
| 6 | Surveillance des effets sur l'environnement | Arrêté Préfectoral du 07/02/2013, article 10.2.6 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|----------------------------------|---|-------------------|
| 5 | Plan des réseaux | Arrêté Préfectoral du 07/02/2013, article 4.2.2 | Sans objet |
| 7 | Rapport d'incident ou d'accident | Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69 | Sans objet |
| 8 | Rapport d'incident ou d'accident | Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a mis en évidence que les fosses tampons utilisées pour le stockage temporaire de bains ne sont pas associées à une capacité de rétention capable de retenir les écoulements en cas de fuite. La fosse, qui a fait l'objet de récents travaux (mise en place d'un revêtement de polypropylène) a montré un défaut d'étanchéité, à l'origine de la perte du liquide. Le restant de la solution d'acide chlorhydrique, stocké dans la fosse concernée, a été transféré le jour même dans une autre cuve afin de supprimer tout risque de fuite supplémentaire. Le constat établi lors de la visite conduit l'inspection à proposer à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel relatives à la rétention des stockages. Dans le cadre de l'incident, l'inspection demande par ailleurs à l'exploitant de mettre en place immédiatement une surveillance des eaux souterraines et de transmettre les résultats d'analyse des prélèvements.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de stockage des produits

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6 > II. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Stockage |
| Prescription contrôlée : Le stockage et la manipulation de produits réactifs, dangereux ou polluants, solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. [...] Dans le cas de cuves de grand volume associées à une capacité de rétention, l'exigence de 50 % du volume des cuves associées pourra être techniquement difficile à réaliser. Sur la base de l'étude de danger qui le justifiera, il pourra être limité à 100 m ³ ou au volume de la plus grande cuve si celui-ci excède 100 m ³ . Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres substances ou préparations toxiques, corrosives ou dangereuses pour l'environnement sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs est contrôlable.[...] |
| Constats : L'exploitant a expliqué que le stockage temporaire des bains, lors des opérations de maintenance sur les cuves de traitement, est réalisé dans 2 réservoirs en fosse maçonnée, de volume respectif 30 000 m ³ et 40 000 m ³ . Pour la surveillance du stockage temporaire lors de ces opérations, l'exploitant indique avoir mis en place une surveillance du niveau de la fosse tampon (contrôle visuel et mesure du niveau de liquide tous les 2 jours par un opérateur). La fuite a été détectée le mardi 25 février au matin à l'occasion de ce contrôle. |

La visite a mis en évidence que ces fosses tampons ne sont pas associées à un volume de rétention. La fosse, à partir de laquelle s'est produite la fuite, avait fait l'objet de récents travaux de revêtement par plaques de polypropylène. L'exploitant estime qu'à l'occasion de ces travaux de réfection, le béton de la fosse a été endommagé ce qui a conduit à une perte d'étanchéité puis à la fuite.

Post-inspection, par courriel du 4 mars 2025, l'exploitant a proposé aux services de l'inspection, en remplacement des fosses tampons actuelles, l'installation d'une nouvelle cuve de stockage avec ossature métallique, recouverte de plaques de polypropylène. Cette cuve, d'un volume de 100 m³, sera installée au sein d'une fosse de rétention et permettra le stockage temporaire des bains lors des travaux de maintenance sur les cuves de traitement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection demande à l'exploitant de :

- Mettre en œuvre une solution technique permettant le stockage, y compris temporaire, des bains de traitement dans un réservoir, une cuve ou une fosse à laquelle est associée une capacité de rétention correctement dimensionnée, étanche et résistante aux produits pouvant y être contenus et équipée d'un déclencheur d'alarme en point bas;
- d'interdire tout stockage de produits dangereux ou polluants dans les fosses tampons qui ne sont pas associées à une capacité de rétention;

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Cuves et chaînes de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6 > I

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

Prescription contrôlée :

[...] Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (cyanure et acide, hypochlorite et acide, bisulfite et acide, acide et base très concentrés, etc.).

Elles sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à leur action physique et chimique. Il en est de même pour les dispositifs d'obturation éventuels qui sont maintenus fermés.

Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.

| |
|--|
| L'étanchéité du ou des réservoirs associés peut être contrôlée à tout moment. |
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection s'est rendue dans les fosses de visite faisant office de volume de rétention pour les cuves de traitement. Il a été constaté que le sol de ces rétentions a fait l'objet de travaux de réfection et d'étanchéité par application de résine. Il est remarqué que certaines parties du sol de la rétention sont dégradées ce qui ne permet pas de garantir une étanchéité parfaite. L'exploitant indique procéder à un contrôle quotidien des fosses de visite pour s'assurer de l'absence de liquide. La visite a mis en évidence que les rétentions sont vides.</p> <p>L'inspection a constaté la présence de 2 sondes de détection, avec report d'alarme sur téléphone, permettant de prévenir un opérateur d'astreinte en cas de fuite. L'exploitant a présenté un registre traçant les dates de contrôle du fonctionnement des alarmes sur les téléphones. L'inspection relève que le dernier essai des alarmes pour le défaut "<i>fuites diverses</i>" a été réalisé le 3 décembre 2024. Chaque mois, un test est réalisé sur l'un ou l'autre des défauts suivants : fuites diverses, température four, alimentation secteur. L'alarme pour "<i>défaut fuites diverses</i>" a été testée 4 fois en 2024 (en février, mai, septembre et décembre).</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Finaliser les travaux d'étanchéité dans les fosses de visite et informer l'inspection des installations classées de leur réalisation effective; - Justifier que le nombre et l'emplacement des sondes de détection sont suffisants pour détecter toute fuite; - Justifier que les rétentions sont conçues de sorte que les produits incompatibles ne peuvent s'y mêler. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 3 : Nature et et risques des substances

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 11 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Nom des substances et préparations |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans l'établissement (substances, bains, bains usés, bains de rinçage...) ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.</p> <p>Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et préparations et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p> |
| Constats : |

| |
|--|
| <p>L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité (FDS) des produits présents dans l'établissement. S'agissant des bains de traitement de surface, l'inspection constate la présence d'informations sur le type de traitement et la fonction des bains (dégraissage, décapage, etc...) mais relève une insuffisance d'information sur le nom, et le cas échéant sur les symboles de dangers, des substances et préparations constituant les bains.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Afficher les informations relatives à la composition des bains et, le cas échéant, la nature des risques, les pictogrammes de danger et groupe d'incompatibilité. Procéder au marquage des rétentions de sorte que les groupes de compatibilité soient respectés (les produits incompatibles ne doivent pas pouvoir se mélanger dans les rétentions).</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 2 mois</p> |

N° 4 : CONSIGNES D'EXPLOITATION

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 13 > I.</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles à effectuer</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations décrivent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.</p> <p>Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations, ...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'installation supérieure à trois semaines et au moins une fois par an.</p> <p>Un préposé dûment formé contrôle les paramètres du fonctionnement des dispositifs de traitement des rejets. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le préposé s'assure notamment de la présence de réactifs nécessaires et du bon fonctionnement du système de régulation, de contrôle et d'alarme.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Pour ses opérations d'entretien et de maintenance, l'exploitant a mis en place une Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO). Par sondage, l'inspection a constaté la traçabilité des interventions réalisées. La date, l'heure, le nom de l'intervenant, le descriptif et la nature des opérations sont précisés (préventif, curatif). Toutefois, l'exploitant n'a pas présenté de consignes d'exploitation décrivant la périodicité et les contrôles à effectuer pour s'assurer du bon état des installations. Lors de la visite des fosses de rétention, l'inspection a observé que l'ossature métallique des cuves témoigne d'une corrosion relativement importante.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> |

| |
|--|
| L'inspection demande à l'exploitant de compléter le système de gestion de maintenance assistée par ordinateur par la mise en place de consignes d'exploitation décrivant explicitement les contrôles à effectuer et leur périodicité. Les consignes d'exploitation doivent notamment mentionner les opérations et les contrôles à réaliser pour s'assurer du bon état de conservation des cuves (prévention de la corrosion en particulier). |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 5 : Plan des réseaux

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2013, article 4.2.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Schéma à jour |
| Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux (eaux industrielles, eaux usées, eaux pluviales des toitures, eaux pluviales des voiries et parking...) est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître: - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - ses dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...), - les secteurs collectés et les réseaux associés, - les ouvrages de toutes sortes {vannes, compteurs, points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques.) - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). |
| Constats : Un plan des réseaux (échelle 1/500) a été présenté et mis à disposition de l'inspection des installations classées. Le plan a fait l'objet d'une mise à jour récente (10/12/2024) et fait apparaître les canalisations, grilles et regard des eaux pluviales et des eaux usées. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : Surveillance des effets sur l'environnement

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2013, article 10.2.6 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines |
| Prescription contrôlée : [...] Le niveau des eaux souterraines doit être mesuré au moins deux fois par an, en périodes de hautes et basses eaux et quotidiennement pendant une semaine après chaque incident notable. Cette mesure devant permettre de déterminer le sens d'écoulement des eaux souterraines, elle doit se faire sur des points nivelés. Pour chaque ouvrage, les résultats d'analyse doivent être |

consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...).

L'eau prélevée fait l'objet de mesures de substances susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe. Les paramètres analysés sont a minima les suivants: pH, Fe, Zn, hydrocarbures totaux.

Constats :

L'exploitant déclare procéder à la surveillance des eaux souterraines chaque semestre.
L'inspection demande à l'exploitant de :

- Transmettre les 2 derniers rapports d'analyse des eaux souterraines;
- Procéder à la surveillance quotidienne des eaux souterraines pendant une semaine (analyser a minima les paramètres pH, Fe, Zn, hydrocarbures totaux) et transmettre les résultats.

L'inspection demande à l'exploitant, en fonction des premiers résultats d'analyse, compte-tenu de la nature des sols et du temps de transfert des polluants, de prolonger la durée du suivi selon un protocole qu'il aura défini avec le bureau d'études et qu'il transmettra à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Rapport d'incident ou d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69

Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'incident

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Constats :

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées, par mail en date du mardi 25 février, à 8h57, dès qu'il a eu connaissance de l'incident.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Rapport d'incident ou d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69

Thème(s) : Risques accidentels, Remise d'un rapport

Prescription contrôlée :

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a communiqué à l'inspection des installations classées les premiers éléments relatifs aux circonstances et à la cause suspectée de l'incident. Post-inspection, l'exploitant a formalisé et transmis, par courriel du 11 mars 2025, une fiche de notification d'accident sur la base du modèle national fixé par le Bureau d'analyse des risques et pollutions industriels (BARPI).

Type de suites proposées : Sans suite